

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 8. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2898

[C — 2009/27154]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les installations de gestion de déchets d'extraction

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 des mines, notamment l'article 55*bis*;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, 13, alinéa 2, 14, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, 21, 59*quater*, 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, 81, § 2, alinéa 3, et 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis n° 46.014/4 du Conseil d'Etat donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que, selon l'article 7, § 1^{er}, de la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE, aucune installation de gestion de déchets d'extraction, à l'exception de celles visées à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, de cette même directive, ne peut être exploitée sans autorisation délivrée par l'autorité compétente; qu'il convient donc de soumettre ces installations à permis d'environnement en les visant par une rubrique spécifique correspondant à la définition qui en est donnée par cette directive; qu'en ce qui concerne plus particulièrement les installations susceptibles de provoquer un accident majeur, il y a lieu de les ranger en classe 1 afin, notamment, que, durant la procédure d'autorisation, les règles de participation du public applicables aux établissements de classe 1 soient toujours mises en œuvre; que, cependant, une étude d'incidences ne se justifie pas dans tous les cas, dès lors qu'une installation de gestion de déchets d'extraction peut très bien être susceptible de causer un accident majeur sans pour autant que les conséquences prévisibles à court ou long terme de l'accident soient d'importance non négligeable en ce qui concerne un impact sur l'environnement; que, pour les installations de gestion de déchets d'extraction qui ne doivent pas faire l'objet d'un permis d'environnement, il convient de les soumettre à déclaration afin de pouvoir leur rendre applicables les conditions d'exploiter définies conformément aux dispositions de la directive;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté un article 3*quater* formulé comme suit :

« Art. 3*quater*. Les installations visées à la rubrique 90.27 de l'annexe I^{re} constituent des installations de gestion de déchets d'extraction minière lorsqu'elles sont exploitées dans le cadre d'une recherche ou d'une concession telles que visées par le décret du 7 juillet 1988 des mines. »

Art. 3. Dans l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, il est ajouté une rubrique 90.27 formulée comme suit :

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division ZH ZHR ZI
90.27 Installation de gestion de déchets d'extraction				
90.27.01 Installation de gestion de déchets d'extraction telle que définie par l'arrêté du Gouvernement wallon du ... portant conditions sectorielles et intégrales des installations de gestion de déchets d'extraction et relatif au suivi après fermeture.				
90.27.01.01 Installation de gestion de déchets inertes et de terres non polluées, ainsi que les déchets provenant de l'extraction, du traitement et du stockage de tourbe, à moins qu'ils ne soient déposés dans une installation de gestion de déchets visée par la rubrique 90.27.01.03.	3			
90.27.01.02 Installation de gestion de déchets autres que celles visées aux rubriques 90.27.01.01 et 90.27.01.03.	2			
90.27.01.03 Installation de gestion de déchets :				

Numéro - Installation ou activité	Classe	EIE	Organismes à consulter	Facteurs de division ZH ZHR ZI
1° dont une défaillance ou une mauvaise exploitation, telle que l'effondrement d'un terril ou la rupture d'une digue, pourrait donner lieu à un accident majeur, sur la base d'une évaluation du risque tenant compte de facteurs tels que la taille actuelle ou future, la localisation et l'incidence de l'installation sur l'environnement, conformément aux critères figurant à l'annexe II, A :				
a) si les conséquences prévisibles à court ou long terme de l'accident sont d'importance non négligeable en ce qui concerne un impact sur l'environnement;	1	X		
b) si les conséquences prévisibles à court ou long terme de l'accident sont d'importance négligeable en ce qui concerne un impact sur l'environnement.	1			
ou				
2° qui contient des déchets dangereux dans les proportions déterminées à l'annexe II, B, ou	1	X	OWD	
3° qui contient des substances ou des préparations dangereuses dans les proportions déterminées à l'annexe II, C.	1	X	OWD	

Art. 4. Dans le même arrêté, il est ajouté une annexe II rédigée comme suit :

« Annexe II – Critères d'application de la rubrique 90.27.01.03 : installations de gestion de déchets d'extraction.
A. Rubrique : 90.27.01.03 (point 1°).

Une installation de gestion de déchets d'extraction est visée par le point 1° de la rubrique 90.27.01.03 si les conséquences prévisibles à court ou long terme d'un accident dû à la perte de l'intégrité structurelle ou à une opération incorrecte de l'installation de gestion de déchets sont d'importance non négligeable en ce qui concerne :

- c) un risque de perte de vies humaines,
- d) un danger pour la santé humaine ou
- e) un impact sur l'environnement.

Le cycle de vie entier de l'installation, en ce compris la phase postérieure à la fermeture, doit être pris en considération dans l'évaluation du potentiel de risques de l'installation.

Lors de l'examen des éléments décrits ci-dessus, les considérations suivantes sont prises en compte :

- a) l'intégrité structurelle de l'installation de gestion signifie sa capacité à contenir les déchets dans les limites de l'installation de la manière prévue;
- b) la perte de l'intégrité structurelle concerne tous les mécanismes possibles d'accident en rapport avec les structures couvertes;
- c) l'évaluation des conséquences d'une perte de l'intégrité structurelle prend en considération l'impact immédiat de n'importe quel matériau transporté de l'installation comme conséquence de l'accident et les effets en résultant à court et à long terme;
- d) les opérations incorrectes signifient tous les opérations qui peuvent faire naître un accident majeur, en ce compris le dysfonctionnement de mesures de protection environnementale et un projet erroné ou inefficace;
- e) la détermination de la fuite de contaminants résultants d'opérations incorrectes doit prendre en compte autant les effets dus aux épisodes de relargage de courte durée que de fuites à long terme de contaminants » et doit couvrir la période opérationnelle de l'installation autant que la période à long terme suivant la fermeture. Elle inclut une évaluation des risques potentiels constitués par les installations contenant des déchets réactifs, sans égard pour la classification de déchets dangereux ou non dangereux.

Le risque d'une perte de vies humaines ou d'un danger pour la santé humaine est considéré comme d'importance négligeable si les personnes (à l'exception des travailleurs) qui pourraient être affectées ne se trouvent pas d'une manière permanente ou pour des périodes prolongées sur le territoire à risque. Des blessures conduisant à des handicaps ou des états prolongés de maladie doivent être considérés comme des dangers sérieux pour la santé humaine.

Le risque d'impact sur l'environnement est considéré comme d'importance négligeable si :

- l'intensité de la force de la source potentiellement contaminante décroît de manière significative à court terme;
- l'accident ne conduit pas à un dommage environnemental permanent ou de longue durée et
- l'environnement affecté peut être restauré à l'aide de mesures limitées de nettoyage et de remise en état.

En établissant le risque de perte de vies humaines, de danger pour la santé humaine et d'impact sur l'environnement, les évaluations spécifiques de l'étendue des impacts potentiels doivent être pris en considération dans le contexte de la chaîne « source-transfert-récepteur ». S'il n'y a pas de transfert entre la source et le récepteur, l'installation de gestion ne figure pas en classe 1 sur la base d'un accident dû à la perte de l'intégrité structurelle ou à une opération incorrecte.

En cas de perte de l'intégrité structurelle de digues des bassins de décantation destinés aux déchets fins, il faut considérer que les vies humaines sont menacées si l'eau ou les niveaux de boue s'élèvent au minimum à 0.7 m au-dessus du sol et dépassent une vitesse de 0.5 m/s. Dans la détermination du risque de perte de vies humaines et de danger pour la santé humaine, au minimum les facteurs suivants sont pris en compte :

- la taille et les propriétés de l'installation, en ce compris le mode de conception;
- la quantité et la qualité, en ce compris les propriétés physiques et chimiques des déchets dans l'installation;

- la topographie du site de l'installation, en ce compris les éléments ou caractéristiques du relief susceptibles d'amortir les phénomènes de coulées de boues;
- le temps de trajet des vagues de flots vers les lieux où des gens sont présents;
- la vitesse de propagation des vagues de flots;
- l'eau ou les niveaux de boue;
- le taux de montée de l'eau ou des niveaux de boue et
- n'importe quel facteur spécifique au site qui peut influencer le risque de perte de vies humaines ou de danger sérieux pour la santé humaine.

Pour les glissements de tas de déchets, il faut considérer que n'importe quelle masse de déchets en mouvement est susceptible de menacer des vies humaines si des personnes se trouvent dans le périmètre de la masse de déchets qui se déplace. Au minimum les facteurs suivants sont pris en considération :

- la taille et les propriétés, en ce compris le « design » de l'installation;
- la quantité et la qualité, en ce compris les propriétés physiques et chimiques des déchets dans l'installation;
- le degré d'inclinaison du tas;
- la probabilité de constitution d'une nappe d'eau à l'intérieur du tas de déchets;
- la stabilité du sous-sol;
- la topographie, la proximité de cours d'eau, de constructions, d'immeubles, etc. et
- les travaux miniers;
- tout autre facteur spécifique au site qui peut contribuer de manière significative au risque posé par la structure.

B. Rubrique : 90.27.01.03 (point 2°).

Quand le ratio (1) du poids de tous les déchets dangereux prévus pour être présents dans l'installation à la fin de la période planifiée pour l'opération et du poids des déchets prévus pour être présents dans l'installation à la fin de cette même période dépasse 50 %, l'installation est visée par le point 2° de la rubrique 90.27.01.03.

Quand ce ratio est compris entre 5 % et 50 %, l'installation est également visée par le point 2° de la rubrique 90.27.01.03. Toutefois, l'installation n'est pas visée si l'exploitant produit une justification sur la base d'une détermination du risque spécifique au site, avec un examen spécifique des effets des déchets dangereux, prenant en considération les conséquences d'un accident dû à une perte d'intégrité ou une opération incorrecte, et démontrant que l'installation n'est pas visée par le point 2° de la rubrique 90.27.01.03.

Quand ce ratio est inférieur à 5 %, l'installation n'est pas visée par le point 2° de la rubrique 90.27.01.03.

C. Rubrique : 90.27.01.03 (point 3°).

Pour déterminer si une installation est visé par le point 3° de la rubrique 90.27.01.03 en fonction des substances ou des préparations dangereuses présentes dans les déchets, il convient d'appliquer les principes suivants :

1° Pour les bassins de décantation prévus, les méthodologies suivantes sont utilisées :

a) Un inventaire des substances et préparations utilisées dans le processus et conséquemment chargées de boues de décantation dans les bassins de décantation doit être réalisé;

b) Pour chaque substance et préparation, les quantités annuelles utilisées dans le processus doivent être estimées. Cette estimation doit être réalisée pour chaque année de la durée prévue de l'opération;

c) Pour chaque substance et préparation, il faut déterminer s'il s'agit d'une substance dangereuse au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;

d) La quantité moyenne d'eau supplémentaire (ΔQ) stockée annuellement dans les bassins de décantation doit être calculée, dans des conditions d'état constant, selon la formule suivante :

$$\Delta Q_i = (\Delta M_i / D) * P$$

où :

ΔQ_i = quantité d'eau supplémentaire (ΔQ) stockée annuellement dans les bassins de décantation (m^3 /an) durant l'année « i »

ΔM_i = masse annuelle de matières dans les bassins (poids sec en tonnes/an) durant l'année « i »

D = moyenne de la densité apparente sèche (tonnes/ m^3)

P = porosité moyenne des matières sédimentées (m^3/m^3) définie comme le ratio du volume des vides et du volume total.

Si des données exactes ne sont pas accessibles, des valeurs par défaut de 1.4 tonnes/ m^3 pour la densité apparente sèche et 0.5 m^3/m^3 pour la porosité doivent être utilisées;

e) Pour chaque substance et préparation identifiée au point (a), la concentration maximale (C max) dans la phase aqueuse doit être estimée selon la formule suivante :

$$C \text{ max} = \text{le maximum de la valeur suivante : } S_i / \Delta Q_i$$

où :

S_i = masse annuelle de chaque substance et préparation se trouvant dans le bassin tel qu'identifié au point a.

S_i , sur base de l'estimation des concentrations maximales (C max), la phase aqueuse est considérée comme « dangereuse » au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses, l'installation est visée par la rubrique 90.27.01.03.

2° Pour les bassins de décantation en fonctionnement, la classification doit être basée sur la méthodologie décrite au point 1°, ou sur une analyse chimique directe de l'eau et des matières solides contenue dans l'installation. Si la phase aqueuse et son contenu doivent être considérés comme une préparation dangereuse au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la

classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses, l'installation est visée par le point 3° de la rubrique 90.27.01.03. »

Art. 5. Le présent arrêté ne s'applique pas aux installations de gestion de déchets d'extraction qui :

- ont cessé d'accepter des déchets avant le 1^{er} mai 2006;
- achèvent les procédures de fermeture conformément au permis qui les vise, et
- qui seront effectivement fermées d'ici au 31 décembre 2010.

Art. 6. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Ce ratio doit être déterminé sur base des poids secs.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2898

[C — 2009/27154]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, was die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere des Artikels 55*bis*;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 3, 13, Absatz 2, 14, § 1, Absatz 2, 1°, 21, 59*quater*, 65, § 1, Absatz 1, 4°, 81, § 2, Absatz 3, und 87;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des am 11. März 2009 in Anwendung des Artikels 84, Absatz § 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 46.014/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 7, § 1 der Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Abänderung der Richtlinie 2004/35/EG keine Anlage zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen, mit Ausnahme der in Artikel 2, § 3, Absatz 1 derselben Richtlinie erwähnten Anlagen, ohne die von der zuständigen Behörde ausgestellte Genehmigung betrieben werden darf; dass es demnach angebracht ist, diese Anlagen einer Umweltgenehmigung zu unterziehen, indem sie in einer spezifischen Rubrik erwähnt werden, die der in dieser Richtlinie gegebenen Definition entspricht; dass insbesondere in Bezug auf die Anlagen, die einen schweren Unfall verursachen könnten, Anlass besteht, sie in die Klasse 1 einzustufen, insbesondere damit die auf die Betriebe der Klasse 1 anwendbaren Regeln für die Beteiligung der Öffentlichkeit während dem Genehmigungsverfahren weiter ausgeführt werden; dass eine Umweltverträglichkeitsprüfung jedoch nicht in allen Fällen gerechtfertigt ist, insofern eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen sehr wohl einen schweren Unfall verursachen könnte, ohne dass die kurz- oder langfristig vorhersehbaren Folgen des Unfalls von bedeutsamer Wichtigkeit sein würden, was eine Auswirkung auf die Umwelt betrifft; dass es für die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen, die nicht einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen sind, angebracht ist, sie einer Erklärung zu unterziehen, damit die gemäß den Bestimmungen der Richtlinie festgelegten Betriebsbedingungen auf sie anwendbar gemacht werden können;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2006/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Änderung der Richtlinie 2004/35/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird ein Artikel 3*quater* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

Art. 3*quater* - Die in der Rubrik 90.27 der Anlage I erwähnten Anlagen sind Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen, wenn sie im Rahmen eines Aufsuchens oder einer Konzession, wie sie in dem Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben erwähnt werden, betrieben werden."

Art. 3. In der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten wird eine Rubrik 90.27 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Nummer — Anlage oder Tätigkeit	Klasse	UVP	zu Rate zu ziehende Einrichtungen	Teilungs-faktoren ZH ZHR ZI
90.27 Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen				
90.27.01 Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen, wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom... über die sektorbezogenen und integralen Bedingungen bezüglich der Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen und über die weitere Überwachung nach der Schließung definiert wird.				
90.27.01.01 Anlage zur Bewirtschaftung von inerten Abfällen und von unverseuchter Erde, sowie von Abfällen aus dem Abbau, der Behandlung und der Lagerung von Torf, es sei denn, sie sind in einer in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnten Abfallbewirtschaftungsanlage abgelagert.	3			
90.27.01.02 Andere als die in den Rubriken 90.27.01.01 und 90.27.01.03 erwähnten Abfallbewirtschaftungsanlagen.	2			
90.27.01.03 Abfallbewirtschaftungsanlage: 1° deren Versagen oder nicht ordnungsgemäßer Betrieb, wie beispielsweise der Einsturz einer Halde oder ein Dammbruch, zu einem schweren Unfall führen könnte, auf der Grundlage einer Bewertung des Risikos unter Berücksichtigung von Faktoren, wie die gegenwärtige oder zukünftige Größe, die Lokalisierung und die Auswirkung auf die Umwelt, gemäß den in der Anlage II, A erwähnten Kriterien:				
a) wenn die kurz- oder langfristig vorhersehbaren Folgen des Unfalls von bedeutsamer Wichtigkeit sind, was die Auswirkung auf die Umwelt betrifft;	1	X		
b) wenn die kurz- oder langfristig vorhersehbaren Folgen des Unfalls nicht von bedeutsamer Wichtigkeit sind, was die Auswirkung auf die Umwelt betrifft.	1			
oder				
2° die gefährliche Abfälle in den in der Anlage II, B festgelegten Proportionen enthält, oder	1	X	OWD (Wallonisches Amt für Abfälle)	
3° die gefährliche Stoffe oder Zubereitungen in den in der Anlage II, C festgelegten Proportionen enthält.	1	X	OWD	

Art. 4 - In demselben Erlass wird eine Anlage II mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

„Anlage II – Kriterien zur Anwendung der Rubrik 90.27.01.03:
Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbaufällen

A. Rubrik: 90.27.01.03 (Punkt 1°).

Eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abbaufällen wird in Punkt 1° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt, wenn die kurz- oder langfristig vorhersehbaren Folgen eines Unfalls, der auf den Verlust der physikalischen Stabilität oder auf einen nicht ordnungsgemäßen Betrieb der Abfallbewirtschaftungsanlage zurückzuführen ist, von bedeutsamer Wichtigkeit sind bezüglich:

- c) einer Gefährdung von menschlichem Leben,
- d) einer Gefahr für die menschliche Gesundheit oder
- e) einer Auswirkung auf die Umwelt.

Der gesamte Lebenszyklus der Anlage, einschließlich der Nachfolgephase nach der Schließung, ist bei der Bewertung des Risikopotenzials zu berücksichtigen.

Bei der Untersuchung der oben beschriebenen Elemente werden folgende Erwägungen berücksichtigt:

- a) unter physikalischer Stabilität der Bewirtschaftungsanlage ist deren Fähigkeit zu verstehen, die Abfälle wie vorgesehen innerhalb der Grenzen der Anlage zurückzuhalten;
- b) der Verlust der physikalischen Stabilität betrifft alle möglichen Mechanismen eines Unfalls in Verbindung mit den abgedeckten Strukturen;

c) bei der Bewertung der Folgen eines Verlusts der physikalischen Stabilität werden die unmittelbare Auswirkung irgendeines beförderten Materials der Anlage als Folge des Unfalls und die sich kurz- oder langfristig daraus ergebenden Auswirkungen berücksichtigt;

d) unter nicht ordnungsgemäßigem Betrieb sind alle Vorgänge zu verstehen, durch die ein Unfall entstehen kann, einschließlich der mangelhaften Funktion von Maßnahmen für den Umweltschutz und eines fehlerhaften oder unwirksamen Projekts;

e) die Bestimmung des Verlusts von Schadstoffen, der sich aus einem nicht ordnungsgemäßen Betrieb ergibt, muss die auf die Aussalzungsepisoden von kurzer Dauer zurückzuführenden Auswirkungen genauso berücksichtigen, wie die langfristigen Verluste von Schadstoffen und die Periode des Betriebs der Anlage genauso decken, wie die langfristige Periode nach ihrer Schließung. Sie umfasst ebenfalls eine Bewertung der potenziellen Risiken, die in Anlagen bestehen, die reaktive Abfälle enthalten, ohne Berücksichtigung der Einstufung von gefährlichen oder nicht gefährlichen Abfällen.

Das Risiko einer Gefährdung von menschlichem Leben oder einer Gefahr für die menschliche Gesundheit gilt als unbedeutend, wenn sich die Personen (mit Ausnahme der Arbeiter), die betroffen sein könnten, nicht ständig oder für längere Zeiträume auf dem Risikogebiet aufhalten. Verletzungen, die zu Behinderungen oder zu langwierigen Erkrankungen führen, gelten als ernste Gefahren für die menschliche Gesundheit.

Das Risiko von Auswirkungen auf die Umwelt gilt als unbedeutend, wenn:

- die Intensität der potenziell schädlichen Quelle innerhalb kurzer Zeit deutlich abnimmt;
- der Unfall nicht zu einem dauerhaften oder über längere Zeit bestehenden Umweltschaden führt;
- die betroffene Umwelt durch einfache Reinigungs- und Sanierungsmaßnahmen wieder hergestellt werden kann.

Bei der Feststellung des Risikos einer Gefährdung von menschlichem Leben, einer Gefahr für die menschliche Gesundheit und von Auswirkungen auf die Umwelt müssen die jeweiligen Bewertungen des Ausmaßes der potenziellen Auswirkungen nach dem «Source-Pathway-Receptor»-Konzept (Quelle-Pfad-Empfänger) berücksichtigt werden. Gibt es keinen Pfad zwischen Quelle und Empfänger, so wird die Bewirtschaftungsanlage nicht auf der Grundlage eines Unfalls wegen eines Verlusts der physikalischen Stabilität oder eines nicht ordnungsgemäßen Betriebs in die Klasse 1 eingestuft.

Im Falle eines Verlusts der physikalischen Stabilität von Dämmen der Absetzteiche, die für feine Abfälle bestimmt sind, ist davon auszugehen, dass Menschenleben bedroht sind, wenn der Wasser- oder Schlamm Spiegel mindestens 0,7 m über dem Boden liegt und wenn die Strömungsgeschwindigkeit 0,5 m/s übersteigt. Bei der Bestimmung des Risikos einer Gefährdung von menschlichem Leben und einer Gefahr für die menschliche Gesundheit werden mindestens folgende Faktoren berücksichtigt:

- die Größe und die Eigenschaften der Anlage, einschließlich der Art ihrer Auslegung;
- die Quantität und Qualität, einschließlich der physikalischen und chemischen Eigenschaften der Abfälle in der Anlage;
- die Topografie des Geländes der Anlage, einschließlich der Elemente oder Besonderheiten des Reliefs, die die Verschlammungsphänomene eindämmen können;
- die Fließzeit der Flutströme zu den Stellen, an denen sich Menschen aufhalten;
- die Ausbreitungsgeschwindigkeit der Flutströme;
- das Wasser oder die Schlamm Spiegel;
- die Anstiegsrate des Wassers oder der Schlamm Spiegel, sowie
- alle sonstigen standortspezifischen Faktoren, die das Risiko einer Gefährdung von menschlichem Leben oder einer ernststen Gefahr für die menschliche Gesundheit beeinflussen können.

Was das Abrutschen von Abfallhalden betrifft, muss berücksichtigt werden, dass jede in Bewegung befindliche Abfallmasse menschliches Leben gefährden könnte, wenn sich Personen im Umkreis der sich in Bewegung befindenden Abfallmasse aufhalten. Es werden mindestens folgende Faktoren berücksichtigt:

- die Größe und die Eigenschaften der Anlage, einschließlich ihres «Designs»;
- die Quantität und Qualität, einschließlich der physikalischen und chemischen Eigenschaften der Abfälle in der Anlage;
- der Böschungswinkel der Halde;
- die Möglichkeit der Ansammlung von Grundwasser innerhalb der Abfallhalde;
- die Stabilität des Untergrunds;
- die Topografie, die Nähe zu Wasserläufen, Bauwerken, Gebäuden, usw., sowie
- Bergbautätigkeiten;
- alle sonstigen standortspezifischen Faktoren, die wesentlich zu dem mit dem Bauwerk verbundenen Risiko beitragen können.

B. Rubrik: 90.27.01.03 (Punkt 2°).

Wenn das Verhältnis (1) des Gewichts aller gefährlichen Abfälle, die vorgesehen sind, um am Ende der für den Vorgang geplanten Periode in der Anlage vorhanden zu sein, zum Gewicht der Abfälle, die vorgesehen sind, um am Ende derselben Periode in der Anlage vorhanden zu sein, 50% überschreitet, wird die Anlage in Punkt 2° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt.

Wenn dieses Verhältnis zwischen 5% und 50% liegt, wird die Anlage ebenfalls in Punkt 2° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt. Die Anlage wird jedoch nicht erwähnt, wenn der Betreiber einen Nachweis auf der Grundlage einer Bestimmung des standortspezifischen Risikos vorlegt mit einer spezifischen Untersuchung der Auswirkungen der gefährlichen Abfälle, in der die Folgen eines auf einen Stabilitätsverlust oder auf einen nicht ordnungsgemäßen Betrieb zurückzuführenden Unfalls berücksichtigt werden und in dem erwiesen ist, dass die Anlage nicht in Punkt 2° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt wird.

Wenn dieses Verhältnis unter 5% liegt, wird die Anlage nicht in Punkt 2° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt.

C. Rubrik: 90.27.01.03 (Punkt 3°).

Um festzustellen, dass eine Anlage in Punkt 3° der Rubrik 90.27.01.03 je nach den in den Abfällen vorhandenen gefährlichen Stoffen und Zubereitungen erwähnt wird, gilt es, folgende Grundsätze anzuwenden:

1° Für die vorgesehenen Absetzteiche werden folgende Methoden angewandt:

a) Es muss eine Bestandsaufnahme der Stoffe und Zubereitungen erstellt werden, die im Prozess verwendet werden und die demzufolge mit Absetzschlamm in den Absetzteichen belastet sind;

b) Für jeden Stoff und jede Zubereitung müssen die im Prozess schätzungsweise verwendeten Jahresmengen angegeben werden. Diese Einschätzung muss für jedes Jahr der geplanten Betriebsdauer erstellt werden;

c) Für jeden Stoff und jede Zubereitung muss festgestellt werden, ob es sich um einen Stoff oder eine Zubereitung im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe oder der Richtlinie 1999/45/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen handelt;

d) Die durchschnittliche Menge zusätzlichen Wassers (ΔQ), die jährlich in den Absetzteichen gelagert wird, ist unter den Bedingungen eines Dauerzustands gemäß folgender Formel zu berechnen:

$$\Delta Q_i = (\Delta M_i / D) * P$$

wobei:

ΔQ_i = zusätzliche Wassermenge (ΔQ), die jährlich in den Absetzteichen (m^3 /Jahr) während des Jahres «i» gelagert wird

ΔM_i = jährliche Stoffmasse in den Absetzteichen (Tonnen Trockengewicht/Jahr) während des Jahres «i»

D = Durchschnittliche trockene Rohdichte (Tonnen/ m^3)

P = durchschnittliche Porosität der abgesetzten Stoffe (m^3/m^3), definiert als Verhältnis des Hohlraumvolumens zum Gesamtvolumen.

Wenn keine genauen Daten verfügbar sind, sind als Standardwerte 1.4 Tonnen/ m^3 für die trockene Rohdichte und 0.5 m^3/m^3 für die Porosität zu verwenden;

e) Für alle in Punkt a) identifizierten Stoffe und Zubereitungen muss die maximale Konzentration (C max) in der wässrigen Phase gemäß folgender Formel eingeschätzt werden:

C max = das Maximum des folgenden Werts: $S_i / \Delta Q_i$

wobei:

S_i = die Jahresmasse eines jeden Stoffs oder einer jeden Zubereitung, der bzw. die im Absetzteich wie in Punkt a) identifiziert vorhanden ist.

Wenn auf der Grundlage der Einschätzung der maximalen Konzentrationen (C max) die wässrige Phase als «gefährlich» im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe oder der Richtlinie 1999/45/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen betrachtet wird, wird die Anlage in der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt.

2°. Für die sich in Betrieb befindenden Absetzteiche muss die Einstufung auf der in Punkt 1° erwähnten Methode oder auf der direkten chemischen Analyse des Wassers und der in der Anlage vorhandenen Feststoffe beruhen. Wenn die wässrige Phase und ihr Inhalt als eine gefährliche Zubereitung im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Stoffe oder der Richtlinie 1999/45/EWG zur Angleichung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten für die Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen zu betrachten sind, wird die Anlage in Punkt 3° der Rubrik 90.27.01.03 erwähnt.»

Art. 5 - Der vorliegende Erlass ist nicht auf die Anlagen zur Bewirtschaftung von Abbauabfällen anwendbar:

— die vor dem 1. Mai 2006 aufgehört haben, Abfälle anzunehmen,

— die gemäß der Genehmigung, von der sie betroffen sind, die Schließungsverfahren beenden, und

— die am 31. Dezember 2010 effektiv geschlossen sind.

Art. 6 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus

B. LUTGEN

—
Note

(1) Dieses Verhältnis muss auf der Grundlage der Trockengewichte bestimmt werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2898

[C — 2009/27154]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wat betreft de installaties voor het beheer van winningsafval

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 55*bis*;Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 3, 13, tweede lid, 14, §1, tweede lid, 1°, 21, 59*quater*, 65, §1, eerste lid, 4°, 81, § 2, derde lid, en 87;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het advies nr. 46.014/4 van de Raad van State, gegeven op 11 maart 2009, overeenkomstig artikel 84, §1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat, krachtens artikel 7, § 1, van Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en houdende wijziging van Richtlijn 2004/35/EG, geen enkele installatie voor het beheer van winningsafval, met uitzondering van die bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid, van die Richtlijn, mag worden geëxploiteerd zonder een door de bevoegde overheid verleende vergunning; dat die installaties derhalve aan een milieuvergunning onderworpen moeten worden door ze op te nemen in een specifieke rubriek die strookt met de omschrijving gegeven in genoemde Richtlijn; dat in het bijzonder de installaties die een zwaar ongeval kunnen veroorzaken in klasse 1 ingedeeld moeten worden, met name opdat de voor de inrichtingen van klasse 1 geldende regels inzake de inspraak van het publiek van toepassing blijven tijdens de vergunningsprocedure; dat een milieueffectonderzoek evenwel niet in alle gevallen gegrond is, daar een installatie voor het beheer van winningsafval een zwaar ongeval kan veroorzaken zonder dat de voorspelbare gevolgen van het ongeval op korte of lange termijn van niet-verwaarloosbaar belang zijn wat betreft de gevolgen op het leefmilieu; dat de installaties voor het beheer van winningsafval die niet het voorwerp moeten uitmaken van een milieuvergunning aan een aangifte onderworpen moeten worden zodat de overeenkomstig de bepalingen van de Richtlijn gedefinieerde uitbatingsvoorwaarden op hen toepasselijk gemaakt kunnen worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en tot wijziging van Richtlijn 2004/35/EG wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt aangevuld met een artikel 3*quater*, luidend als volgt :

« Art. 3*quater*. De installaties bedoeld in rubriek 90.27 van bijlage I zijn installaties voor het beheer van afval van winningsindustrieën wanneer ze uitgebaat worden in het kader van een opsporing of een concessie zoals bedoeld in het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen. »

Art. 3. Bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt aangevuld met een rubriek 90.27, luidend als volgt :

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren ZH ZHR ZI
90.27 Installaties voor het beheer van winningsafval				
90.27.01 Installatie voor het beheer van winningsafval zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van... houdende sectorale en integrale voorwaarden van de installaties voor het beheer van winningsafval en betreffende de opvolging na sluiting;				
90.27.01.01 Installatie voor het beheer van inert afval en van niet-verontreinigde grond, alsook de afval uit de winning, de behandeling en de opslag van turf, tenzij deze worden gestort in een afvalvoorziening bedoeld in rubriek 90.27.01.03.	3			
90.27.01.02 Installaties voor het beheer van andere afval dan die bedoeld in de rubrieken 90.27.01.01 en 90.27.01.03.	2			
90.27.01.03 Installatie voor afvalbeheer: 1° waarvan een defect of slechte exploitatie, zoals de instorting van een steenberg of de breuk van een dam, zou kunnen leiden tot een zwaar ongeval, op basis van een risicobeoordeling waarbij rekening wordt gehouden met factoren zoals de huidige of toekomstige omvang, de ligging en de gevolgen voor het milieu van de afvalinstallatie; overeenkomstig de criteria vermeld in bijlage II, A,;				

Nummer - Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren ZH ZHR ZI
a) als de voorspelbare gevolgen van het ongeval op korte of lange termijn van niet-verwaarloosbaar belang zijn wat betreft het effect op het leefmilieu;	1	X		
b) als de voorspelbare gevolgen van het ongeval op korte of lange termijn van verwaarloosbaar belang zijn wat betreft het effect op het leefmilieu;	1			
of				
2° dat gevaarlijk afval bevat in de mate bedoeld in bijlage II, B, of	1	X	OWD	
3° dat gevaarlijke stoffen of preparaten bevat in de mate bedoeld in bijlage II, C.	1	X	OWD	

Art. 4. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage II, luidend als volgt:

« Bijlage II – Toepassingscriteria van de rubriek 90.27.01.03 :
installaties voor het beheer van winningsafval

A. Rubriek: 90.27.01.03 (punt 1°).

Een installatie voor het beheer van winningsafval valt onder punt 1° van rubriek 90.27.01.03 als de voorspelde gevolgen op korte of lange termijn van een ongeval ten gevolge van een verlies van de structurele integriteit of een onjuiste handeling van de installatie voor afvalbeheer van niet-verwaarloosbaar belang is wat betreft :

- c) een risico op levensgevaar,
- d) een gevaar voor de volksgezondheid of
- e) een effect op het leefmilieu.

De volledige levenscyclus van de installatie, met inbegrip van de fase na de sluiting, wordt in aanmerking genomen voor de evaluatie van het risicopotentieel ervan.

Bij het onderzoek van de hierboven omschreven elementen wordt rekening gehouden met het volgende :

- a) onder structurele integriteit van de beheersinstallatie wordt verstaan het vermogen om de afval op de voorziene wijze binnen de grenzen van de installatie te houden;
- b) het verlies van de structurele integriteit betreft alle mogelijke ongevalmechanismen i.v.m. de gedekte structuren;
- c) de evaluatie van de gevolgen van het verlies van de structurele integriteit houdt rekening met de directe impact van om het even welk materiaal dat ten gevolge van het ongeval uit de installatie wordt verplaatst en de hieruit voortvloeiende effecten op korte en lange termijn;
- d) onder onjuiste handelingen wordt verstaan elke handeling die tot een zwaar ongeval kan leiden, met inbegrip van het slecht functioneren van milieubeschermsmaatregelen en een foutief of ondoelmatig project;
- e) de bepaling van het vrijkomen van verontreinigende stoffen ten gevolge van onjuiste handelingen moet rekening houden zowel met een totale afgifte op korte termijn als met het vrijkomen op lange termijn van verontreinigende stoffen. Bij deze bepaling wordt de operationele periode van de installatie bestreken, alsmede de periode na de sluiting op lange termijn. Daarbij worden ook de mogelijke gevaren beoordeeld van installaties die reactief afval bevatten, ongeacht of de afval als gevaarlijk of ongevaarlijk ingedeeld is.

Het mogelijke levensgevaar of gevaar voor de volksgezondheid wordt als van niet noemenswaardig belang beschouwd wanneer mogelijke slachtoffers (met uitzondering van de werknemers) niet permanent of gedurende lange periodes aanwezig zijn in het risicogebied. Letsels die tot invaliditeit of een langdurige slechte gezondheidstoestand leiden, moeten als een ernstig gevaar voor de volksgezondheid worden beschouwd.

Het mogelijke gevaar voor het milieu wordt als verwaarloosbaar beschouwd als:

- de intensiteit van de mogelijke bron van de verontreinigende stof binnen korte tijd significant afneemt;
- het ongeval niet tot permanente of langdurige milieuschade leidt en,
- het getroffen milieu door geringe reinigings- en saneringswerkzaamheden kan worden hersteld.

Bij de bepaling van het mogelijke levensgevaar, gevaar voor de volksgezondheid of effect voor het milieu wordt de specifieke beoordeling van de omvang van de mogelijke effecten in overweging genomen rekening houdend met de context van de keten bron-route-receptor. Wanneer er geen route tussen de bron en de receptor is, wordt de beheersinstallatie niet op basis van een ongeval ten gevolge van een verlies van de structurele integriteit of een onjuiste handeling in categorie 1 ingedeeld.

Bij verlies van de structurele integriteit van de dammen van de voor afval bestemde bezinkingsbekkens worden mensenlevens geacht te worden bedreigd wanneer het water- of slibniveau ten minste 0,7 m boven de bodem ligt of wanneer de water- of slibnelheid hoger is dan 0,5 m/s. De bepaling van het mogelijke levensgevaar en gevaar voor de volksgezondheid omvat ten minste de volgende factoren :

- de omvang en eigenschappen van de installatie, inclusief het ontwerp;
- de hoeveelheid en de kwaliteit, inclusief de fysische en chemische eigenschappen, van de afvalstoffen in de installatie;
- de topografie van de locatie van de installatie, met inbegrip van de elementen of kenmerken van het reliëf die de modderstromen kunnen dempen;
- de verplaatsingstijd van een vloedgolf naar gebieden waar zich mensen bevinden;
- de voortplantingssnelheid van de vloedgolf;
- het water- of slibniveau;
- de stijgsnelheid van het water- of slibniveau, en
- elke locatiespecifieke factor die het levensgevaar of ernstig gevaar voor de volksgezondheid kan beïnvloeden.

Bij verschuivingen in afvalbergen wordt een afvalmassa in beweging geacht levensgevaarlijk te zijn als er zich binnen het bereik van de bewegende afvalmassa mensen bevinden. Ten minste de volgende factoren worden in acht genomen:

- de omvang en eigenschappen, met inbegrip van het « design » van de installatie;
- de hoeveelheid en kwaliteit, inclusief de fysische en chemische eigenschappen, van de afvalstoffen in de installatie;
- de hellingsgraad van de berg;
- de mogelijkheid dat zich binnen de afvalberg intern grondwater ophoopt;
- de ondergrondse stabiliteit;
- de topografie, de nabijheid van waterlopen, constructies, gebouwen, enz, en
- mijnwerken;
- andere locatiespecifieke factoren die een significante bijdrage kunnen bijdragen in het risico dat de structuur oplevert.

B. Rubriek: 90.27.01.03 (punt 2°)

Als de ratio (1) van het gewicht van al de gevaarlijke afval die naar verwachting aan het einde van de geplande periode voor de handeling in de installatie aanwezig zal zijn en het gewicht dat naar verwachting aan het einde van dezelfde periode in de installatie aanwezig zal zijn groter is dan 50 %, valt de installatie onder punt 2° van rubriek 90.27.01.03.

Als deze ratio tussen 5 % en 50 % ligt, valt de installatie ook onder punt 2° van rubriek 90.27.01.03. Dat is niet het geval indien de exploitant een rechtvaardiging overlegt op basis van een locatiespecifieke risicobeoordeling, met een specifiek onderzoek naar de effecten van de gevaarlijke afval, die rekening houdt met de gevolgen van een ongeval ten gevolge van een verlies van de integriteit of een onjuiste handeling, en waarbij wordt aangetoond dat de installatie niet onder punt 2° van rubriek 90.27.01.03. valt.

Als de ratio kleiner is dan 5 %, valt de installatie niet onder punt 2° van rubriek 90.27.01.03.

C. Rubriek: 90.27.01.03 (punt 3°)

Om te bepalen of een installatie onder punt 3° van rubriek 90.27.01.03 valt naar gelang van de gevaarlijke stoffen of preparaten aanwezig in de afval, dienen de volgende principes te worden toegepast :

1° Voor de geplande bezinkingsbekkens wordt de volgende methodologie gebruikt :

a) er wordt een inventaris opgemaakt van de stoffen en preparaten die bij het proces worden gebruikt en die bezinkingsslib in de bezinkingsbekkens bevatten;

b) Voor elke stof en elk preparaat worden de hoeveelheden geschat die elk jaar bij het proces worden gebruikt. Die schatting wordt voor elk jaar van de geplande duur van de handeling uitgevoerd;

c) Voor elke stof en preparaat moet worden bepaald of het gaat om een gevaarlijke stof in de zin van Richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen of van Richtlijn 1999/45/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten;

d) De gemiddelde hoeveelheid bijkomend water (ΔQ) jaarlijks opgeslagen in de bezinkingsbekkens moet onder evenwichtsomstandigheden worden berekend volgens de volgende formule:

$$\Delta Q_i = (\Delta M_i / D) * P$$

waarbij :

ΔQ_i = hoeveelheid bijkomend water (ΔQ) jaarlijks opgeslagen in de bezinkingsbekkens (m^3 /jaar) in het jaar "i"

ΔM_i = jaarlijkse massa van de in bekkens geloosde stoffen (drooggewicht in ton/jaar) in het jaar "i"

D = gemiddelde droge dichtheid (ton/m^3)

P = gemiddelde porositeit van de gesedimenteerde stoffen (m^3/m^3), gedefinieerd als de ratio van het volume van de poriën en van het totale volume.

Als er geen exacte gegevens beschikbaar zijn, worden als standaardwaarden $1,4 ton/m^3$ voor de droge dichtheid en $0,5 m^3/m^3$ voor de porositeit gebruikt.

e) Voor elke gevaarlijke stof of preparaat, zoals bepaald overeenkomstig punt (a), wordt de maximale concentratie (C max) in de waterfase aan de hand van volgende formule geschat:

$$C \text{ max} = \text{het maximum van de volgende waarde: } S_i / \Delta Q_i$$

waarbij:

S_i = jaarlijkse massa van elke stof en preparaat in het bekken zoals bepaald in punt a.

Als de waterfase op basis van de schatting van de maximale concentraties (C max) als gevaarlijk wordt beschouwd in de zin van Richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen of van Richtlijn 1999/45/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten, valt de installatie onder rubriek 90.27.01.03.

2° Voor de bezinkingsbekkens in exploitatie wordt de indeling gebaseerd op de in punt 1 omschreven methodologie of op een directe chemische analyse van het water en de vaste stoffen in de installatie. Als de waterfase en de inhoud ervan als gevaarlijk preparaat worden beschouwd in de zin van Richtlijn 67/548/EEG betreffende de aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke stoffen of van Richtlijn 1999/45/EG betreffende de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten inzake de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten, valt de installatie onder punt 3° van rubriek 90.27.01.03. »

Art. 5. Dit besluit is niet van toepassing op de installaties voor het beheer van winningsafval die :

- vóór 1 mei 2006 zijn gestopt met het aanvaarden van afval,
- de sluitingsprocedures afronden overeenkomstig de vergunning die op hen van toepassing is, en
- die uiterlijk 31 december 2010 daadwerkelijk gesloten zullen zijn.

Art. 6. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) Deze ratio moet op basis van het drooggewicht worden bepaald.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2899

[C - 2009/27155]

**27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990
fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines;

Vu l'avis n°46.017/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 mars 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Art. 2. Dans l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines, il est ajouté un article 13 rédigé comme suit :

« Art. 13. Les obligations en matière de remblayage des trous d'excavation par des déchets d'extraction sont définies en annexe. »

Art. 3. Dans l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990 fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines, il est ajoutée une annexe au cahier des charges type rédigée comme suit :

« Annexe

Obligations en matière de remblayage des trous d'excavation par des déchets d'extraction

1. La présente annexe s'applique aux déchets résultant de l'exploitation de mines, ci-après dénommés déchets d'extraction, à l'exclusion :

- 1° des déchets qui ne résultent pas directement de cette exploitation;
- 2° de l'injection d'eau pour des raisons techniques, dans les strates géologiques d'où les substances ont été extraites ou dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations. Ces injections ne contiennent pas d'autres substances que celles qui résultent des opérations susmentionnées;
- 3° de la réinjection d'eau extraite des mines.

2. Au sens de la présente annexe, on entend par :

- 1° déchet : tout déchet tel que défini à l'article 2, 1°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;
- 2° traitement : un procédé mécanique, physique, biologique, thermique ou chimique, ou une combinaison de ces procédés, appliqué à des ressources minérales, destiné à extraire le minéral des ressources minérales, en ce compris la modification de la taille, le triage, la séparation et le lessivage, ainsi que le traitement secondaire de déchets précédemment mis au rebut, à l'exclusion de la fusion, des procédés de fabrication thermiques autres que la calcination de la pierre à chaux et des procédés métallurgiques;
- 3° lixiviat : tout liquide filtrant par percolation des déchets déposés et s'écoulant d'une installation de gestion de déchets ou contenu dans celle-ci, y compris les eaux de drainage polluées, et qui est susceptible de nuire à l'environnement s'il ne subit pas un traitement approprié;
- 4° substance dangereuse : une substance, un mélange ou une préparation dangereuse au sens de la Directive 67/548/CEE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ou de la Directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des Etats membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;
- 5° eaux de surface : les eaux intérieures, à l'exception des eaux souterraines, les eaux de transition et des eaux côtières, sauf en ce qui concerne leur état chimique, pour lequel les eaux territoriales sont également incluses;
- 6° eaux souterraines : toutes les eaux se trouvant sous la surface du sol dans la zone de saturation et en contact direct avec le sol ou le sous-sol;